



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 4 octobre 2021

Chômage, inflation, salaires : il faut riposter à l'offensive patronale

Qui va payer la note ? Le retour de la hausse non maîtrisée des prix, l'explosion de la précarité et de la pauvreté mettent à l'ordre du jour de toutes les familles des milieux populaires, et parfois plus largement, la question des salaires, du travail partagé, des retraites et allocations diverses. Pour beaucoup d'entre nous, il ne s'agit plus de demander un léger mieux, mais désormais d'éviter de basculer de la gêne vers la pauvreté.

Inflation et spéculation : plaies de la société

Les faits sont cinglants. D'un côté nous avons la hausse annoncée de 57 % du gaz depuis janvier 2021, de 12 % de l'électricité, 10 millions de pauvres, des loyers qui deviennent inaccessibles, l'essence qui frôle les 2 euros, les aliments de première nécessité deviennent inabordables. De l'autre une société absurde qui nous impose des salaires de misère, un marché du travail qui mêle un chômage et une précarité en hausse... et des secteurs en pénurie de main d'œuvre. D'un côté des hôpitaux en surcharge, de l'autre la suppression de 5 000 lits cette année, car notre santé est pour eux une marchandise.

Tout cela ne vient pas du ciel. La hausse du prix de l'énergie ne vient pas d'une hausse de la demande, ni de la rareté soudaine du gaz ou du pétrole, ni de la difficulté à la produire (le nucléaire en France fournit au-delà des besoins). Tout comme la nourriture, et on pourrait étendre le raisonnement aux composants dont le manque bloque des chaînes de production : ces hausses de prix sont au premier rang le fruit de la spéculation, cet appendice inévitable de leurs lois du marché. La preuve ? Les grandes multinationales organisent la pénurie pour faire flamber les prix. Il n'y a qu'à voir la Bourse et ses profits et là on constate que ce n'est pas la crise pour tout le monde.

Ce sont plus de 51 milliards d'euros qui seront distribués en France aux actionnaires (10 milliards de plus qu'en 2020). D'un côté une misère croissante de l'autre une richesse insolente, voilà le scandale dont personne ne veut parler.

Leurs solutions

Castex est intervenu jeudi dernier sur TF1 pour annoncer ses solutions. Il a promis un « bouclier énergétique », un blocage des prix pour avril, à la veille des élections, un lissage de la hausse des tarifs, de pitoyables chèques-énergie. Beaucoup de vent et peu d'argent : le valet de Macron vient d'inventer le gilet pare-balles en carton... après la fusillade !

Rien à voir avec les centaines de milliards distribués au patronat, sans conditions.

Le chômage ? Eh bien le gouvernement va pénaliser les chômeurs, les forcer à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire. La réforme de l'assurance-chômage, dont celle du calcul des allocations, est entrée en application le 1^{er} octobre, et ce sont plus de 1,5 million de chômeurs qui verront leur aide de retour à l'emploi réduite en moyenne de 17 %.

Que disent les autres politiciens ? La gauche est bien silencieuse et pleurnicheuse tandis que Zemmour propose de changer les prénoms des gamins et la guerre civile entre pauvres. Bardella, président par intérim du Rassemblement national, dans une interview s'oppose clairement à l'augmentation des salaires. Avec ceux-là les spéculateurs peuvent dormir tranquilles !

Préparer les suites du 5 octobre

Alors il est plus que temps de mettre sur la table les sujets qui nous pourrissent la vie : leurs profits insolents qui vont de pair avec nos fins de mois difficiles. Le 5 octobre est une étape nécessaire, mais cela ne suffira pas. Imposer une hausse des salaires, en finir avec le chômage imposera de travailler tous, moins et autrement.

Des collègues comme nous, dans les transports comme à Transdev et ailleurs, luttent par la grève et nous montrent la voie.

Car nous n'aurons que ce nous prendrons, à condition de nous rassembler, nous coordonner en luttant ensemble pour résoudre nos vrais problèmes et non sombrer dans les débats qu'ils nous imposent.

Facebook : *NPA L'Étincelle - Renault Lardy*

Retrouvez tous nos articles sur
Convergences Révolutionnaires :



SCAN ME

Pause toujours, tu m'intéresses

La direction a sorti la sulfateuse pour détruire nos emplois, nos salaires et notre temps de travail dans l'optique du plan triennal 2022-2024.

Pour nous enfumer, elle utilise en RUET un kit rassurant sur les 20 minutes de pause qu'elle ne paierait plus et intime l'ordre à certains syndicats de ne rien dire sur le sujet... au cas où l'arnaque passerait inaperçue.

À nous prendre pour des imbéciles, elle risque un sévère retour de bâton. On a bien vu que son tour de magie bloquait nos salaires pendant des années. Et il faudra être nombreux lors des prochains débrayages pour le lui dire et nous organiser pour un vrai mouvement de grève.

Pas envie de se les geler !

Alimentation, électricité, gaz, loyers : tous les prix augmentent... sauf celui de nos heures passées au travail ! Déjà que nos salaires sont loin de suivre l'inflation, le projet de la direction prévoit carrément de geler les paies. À ce tarif-là, il va falloir faire des économies sur le chauffage.

Pour ne pas subir l'inflation il faut une augmentation générale des salaires : 300 € de plus par mois, c'est le minimum pour vivre dignement. Si on ne veut pas se les geler, il va falloir réchauffer le climat social et faire transpirer la direction jusqu'à ce qu'on obtienne ce qu'il nous faut.

Ils nous refont la D&CO

La direction veut vider les 3 bâtiments L47, L48 et L58 pour accueillir de nouvelles entreprises. Et pour rendre les lieux plus attractifs, elle entreprend la rénovation complète... du souterrain d'accès au site. Pendant que les investissements manquent sur le site, la direction sort ses pinceaux.

Bientôt ils vont faire venir Valérie Damidot pour relooker Lardy.

Ils nous poussent à rester chez nous pour sauver... leurs profits

Grâce au télétravail, Renault prévoit d'économiser 60 millions par an, rien que sur l'immobilier du tertiaire, sans compter l'ingénierie.

On voit bien le gain pour la direction de nous pousser à prendre plus de jours de télétravail : les salariés n'auront plus de subventions de cantine, de transport et devront payer l'électricité, le chauffage, la box,... le tout pour maximum 30 euros mensuels.

Après avoir développé le télétravail pendant la crise sanitaire, ils ne cachent plus que c'est maintenant pour faire des économies sur l'immobilier... afin de gonfler toujours plus les profits des actionnaires.

Coup pour coup

La direction Renault veut imposer la flexibilité du temps de travail, dans les usines mais peut-être ici aussi, avec la possibilité d'allonger la journée à sa guise. Nous apprendre le matin que l'on doit quitter une heure plus tard, sans se soucier de nos impératifs familiaux ou autres, telle est la volonté de nos dirigeants.

De même certains samedis ne seraient plus au volontariat mais obligatoires et les jours de congés CTC, voire les heures de CTC, pourraient être fixés au dernier moment.

Mais déjà à Cléon, les salariés ont organisé un débrayage rassemblant plus de 400 personnes. Décidés à ne pas voir leur vie sociale massacrée pour des profits, ils ont voté unanimement la continuation de l'action par un nouveau débrayage la semaine prochaine.

Face aux coups de la direction, ils nous ont montré le chemin à suivre : à Lardy, participons massivement aux prochaines actions.

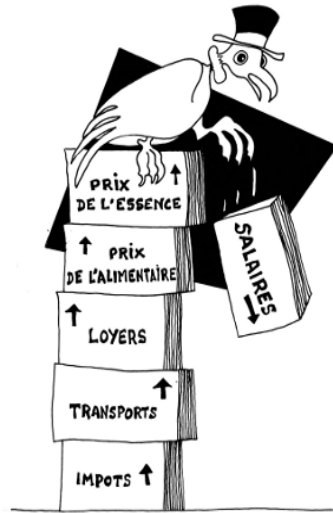
PSA Rennes : réactions en chaîne

Alors que la direction fait tourner l'usine au ralenti en imposant du chômage partiel sous prétexte de pénurie de semi-conducteurs, elle a annoncé 10 samedis travaillés jusqu'à la fin de l'année !

En même temps, l'activité partielle a fait perdre des centaines d'euros de salaires rien qu'en septembre, il faudrait sacrifier les week-ends.

Une provocation de trop : vendredi dernier, 150 salariés du ferrage et du montage ont débrayé et bloqué la production.

Un bon début, qui appelle des suites !



Allemands ou français, tous contre Stellantis !

Prétextant du manque de semi-conducteurs, la direction de Stellantis a annoncé la fermeture de l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne au moins jusqu'en 2022 et du transfert temporaire de la production des SUV Grandland vers le site français de PSA Sochaux.

Une attaque contre tous les travailleurs : pour les Allemands, des mois de chômage, et pour ceux de Sochaux, des samedis et des jours fériés travaillés, ainsi que des allongements d'horaires pour éviter les embauches. Preuve que la « relocalisation », même momentanée, ne signifie pas création d'emplois.

Stellantis a fait 6 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre, ils ont de quoi répartir le travail entre tous sans perte de salaire.